

Une politique de formation des cadres et des opérateurs pour une agriculture moderne et de qualité dans les pays méditerranéens

Avdio G.

in

Dupuy B. (ed.).

La formation supérieure des cadres de l'agriculture et de l'alimentation dans les pays du bassin méditerranéen

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 36

1999

pages 31-35

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI990730>

To cite this article / Pour citer cet article

Avdio G. **Une politique de formation des cadres et des opérateurs pour une agriculture moderne et de qualité dans les pays méditerranéens.** In : Dupuy B. (ed.). *La formation supérieure des cadres de l'agriculture et de l'alimentation dans les pays du bassin méditerranéen.* Montpellier : CIHEAM, 1999. p. 31-35 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 36)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Une politique de formation des cadres et des opérateurs pour une agriculture moderne et de qualité dans les pays méditerranéens

Giuseppe Avolio

Président de la Confédération italienne des agriculteurs,
Président du Comité méditerranéen de la Fédération Internationale des Producteurs Agricoles (FIPA) (Italie)

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Je désire remercier le CIHEAM pour l'organisation de ce séminaire, qui peut apporter une contribution positive à notre action en vue de faire évoluer l'agriculture dans le bassin méditerranéen.

La communication que vient de faire Monsieur Brahimi me pousse à modifier l'intervention préparée pour revenir sur les considérations intéressantes qu'il a faites sur la situation des rapports Nord-Sud et leur impact en région méditerranéenne.

Le représentant de l'ONU, avec ses considérations détaillées, nous a mis face aux problèmes graves de ce moment en brossant un tableau complexe d'une réalité négative, fruit de l'inégalité des conditions et des mauvaises relations entre les pays industrialisés, qui représentent le Nord, et les pays du Tiers-Monde, c'est-à-dire le Sud. Ces derniers pays sont tous issus, d'une façon ou d'une autre, d'une condition coloniale dont ils éprouvent encore les vieilles sujétions.

Il me paraît opportun de préciser, ici, que le sort du monde est aujourd'hui conditionné davantage par les relations Nord-Sud que celles Est-Ouest. Ceci est le plus grand problème de notre temps.

La terre est déjà habitée par des milliards d'hommes qui sont confrontés quotidiennement à de graves problèmes, notamment ceux de l'alimentation et de l'énergie. C'est sur ces points principaux qu'il faut se mesurer pour rechercher des solutions possibles et acceptables pour assainir l'écart Nord-Sud et pour permettre un développement général équilibré.

Il faut aussi comprendre que le développement du Nord pourra se poursuivre seulement avec une action convergente de la part des forces sociales et des institutions qui rende possible la modernisation du Sud. Et c'est pour cette raison que nous, les organisations professionnelles agricoles, sommes engagées, en ce qui nous concerne, à rechercher les solutions les plus indiquées pour favoriser la collaboration entre plusieurs pays pour le progrès. Dans le cadre plus restreint de notre responsabilité, nous proposons un engagement majeur des pays du Nord pour la modernisation de l'agriculture des pays du Sud, surtout dans l'intérêt des pays du Nord.

En effet, il est facile de comprendre que s'il ne se créent pas des conditions concrètes de développement dans les pays du Tiers-Monde, il n'y aura pas de sécurité et tout le monde sera confronté, avec difficulté, aux problèmes liés aux mouvements migratoires dictés par le désespoir et, donc, incontrôlables et négatifs. Il est nécessaire d'améliorer les conditions de vie dans les pays en voie de développement pour pouvoir organiser l'émigration vers les pays du Nord de la part des pays du Sud en termes réalistes.

La reconnaissance des intérêts mutuels du Nord et du Sud est, donc, à mon avis, le premier pas pour améliorer la situation, puis d'autres devront suivre :

- le transfert de ressources ; nouvelle politique énergétique ; ouverture des marchés du Nord non seulement aux produits de base, mais aussi aux produits manufacturés du Sud ;
- la révision des relations humaines, surtout celles entre hommes et femmes.

Donc, il s'agit d'interventions organisées, qui doivent concerner, surtout, le secteur de l'agriculture. C'est cela le point de notre rencontre de ce matin, qui nous porte à réfléchir sur l'exigence et l'urgence de préparer des techniciens agricoles, de bon niveau, capables de favoriser le développement du secteur primaire comme condition du progrès. Actuellement, la région méditerranéenne est à la fois un marché intéressant pour l'avenir, et une poudrière périlleuse si on ne fait, en temps rapide, des efforts pour améliorer la collaboration entre les peuples et les états de ce bassin.

Pour améliorer la collaboration il faut dépasser les limites de Barcelone et ouvrir de nouveaux horizons de dialogue sur la diversification productive pour diminuer la conflictualité et favoriser la collaboration.

Il faut bien choisir les champs d'action capables de permettre d'aboutir à des résultats positifs. Un des champs que nous considérons prioritaire est le domaine agricole. C'est pour cela que nous demandons, encore une fois, qu'il soit rapidement organisé une conférence méditerranéenne, préparée par l'Union européenne pour débattre ce problème avec la participation non seulement des représentants des institutions mais aussi des représentants des forces professionnelles, économiques et sociales. Nous pensons qu'il est utile de commencer par l'agriculture.

Je parle ici en ma qualité de président du Comité méditerranéen de la FIPA. Permettez-moi de faire quelques considérations générales.

I – La situation de l'agriculture

L'agriculture est dans une phase de transition : en effet, dans tous les pays du monde, on constate un passage de la « protection » à la « compétition ». Par conséquent il faut agir autant que possible afin de favoriser la collaboration plutôt qu'une concurrence conflictuelle entre les agricultures des différentes zones du monde. De fait, la collaboration est précisément l'élément-clé qui permet à l'agriculture de chaque pays de construire un avenir basé sur le développement et le progrès pour garantir des revenus de bon niveau aux exploitants.

Les formes traditionnelles de culture et d'élevage se sont transformées. Partout, les agriculteurs sont obligés de faire face à la modernité ; ceci implique qu'il faut toujours tenir compte du fait que la situation se modifie dans un pays également en raison des changements qui surviennent ailleurs. C'est pourquoi il est indispensable d'utiliser, en fonction des différentes conditions et réalités, les découvertes de la science et de la technique – y compris la chimie – qui s'avèrent décisives pour le développement d'une activité moderne de culture et d'élevage. Ceci dénote l'importance de la formation des cadres pour l'agriculture.

II – L'engagement des agriculteurs

Contrairement à ce que d'aucuns pensent, les agriculteurs ont montré en général qu'ils étaient dotés de capacités suffisantes et disposés à répondre à ces nouvelles données. En effet, partout la production s'accroît et la qualité des produits s'améliore, même s'il existe encore de vastes zones de sous-développement et de pauvreté, particulièrement en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Pour faire progresser la situation de l'agriculture et des agriculteurs, il est nécessaire de valoriser dans chaque nation la présence, la force et le rôle des organisations professionnelles. Elles doivent jouir d'une autonomie vis-à-vis de partis politiques et des gouvernements pour pouvoir exercer efficacement leurs fonctions mais, en même temps, il faut que les institutions et les autres forces sociales organisées reconnaissent leur rôle.

La modernisation de l'agriculture n'est pas toujours facile. C'est principalement pour cette raison que le Comité méditerranéen de la FIPA se bat – directement et en invitant toutes ses organisations membres à suivre la même voie – pour encourager les institutions nationales et internationales à s'occuper davantage des problèmes de l'agriculture. Face aux nouvelles exigences qui se manifestent dans les campagnes en faveur du progrès, il est important que les institutions soient attentives et disposées à agir en conséquence. Dans les pays en voie de développement, en particulier, cet élément est déterminant étant donné les conditions de vie plus difficiles et le niveau de revenu peu élevé des agriculteurs.

III – Manque de considération à l'égard du rôle de l'agriculture

En réalité, dans presque tous les pays du monde, les institutions n'accordent pas à l'agriculture une attention adaptée au rôle essentiel qu'elle exerce. Une telle attitude – et il est bon de le souligner – survient aussi dans nombre de pays développés de l'Occident. L'agriculture est souvent vue comme un secteur marginal ; du reste, les désaccords qui apparaissent fréquemment dans ce secteur ne lui permettent pas de se faire valoir de manière efficace. Les agriculteurs ne disposent pas, en outre, des mêmes moyens de pression que ceux auxquels recourent les opérateurs des autres secteurs économiques.

C'est pourquoi le Comité méditerranéen de la FIPA doit s'efforcer, aujourd'hui plus qu'hier, d'encourager l'unité entre ses organisations membres centrées non seulement sur les accords économiques réciproques mais aussi sur la valeur de l'agriculture dans l'économie et la société, sur sa fonction de rééquilibrage territorial, social et au niveau de la production et sur son rôle irremplaçable dans la vie.

Susciter l'attention des institutions internationales et nationales à l'égard de ces thèmes, élaborer des orientations en faveur du développement d'une agriculture moderne constituent plus que jamais une tâche prioritaire pour une organisation internationale telle que le Comité méditerranéen de la FIPA. On ne se lassera pas de répéter cette éclatante vérité : toute vie est impossible sans agriculture.

IV – Grandes transformations au niveau mondial

Actuellement, une phase de grandes transformations politiques, institutionnelles, économiques et sociales se déroule à l'échelle mondiale. De profonds changements sont en cours principalement dans les rapports politiques et économiques entre les peuples et les États. Il est de notre devoir de faire en sorte que l'agriculture soit considérée pour ce qu'elle est, c'est-à-dire le secteur primaire qui peut et doit fournir une contribution capitale au renforcement de la collaboration entre les peuples et entre les États.

En d'autres termes, la question centrale qui se pose quant à l'action du Comité méditerranéen de la FIPA est très simple : quelle agriculture pour quelle société ? La réponse à cette question est tout aussi évidente : il faut œuvrer en faveur d'une agriculture de qualité dans une société en parfaite harmonie. Par conséquent, il faut se battre pour que s'établisse un rapport correct entre ville et campagne, entre agriculture et industrie, entre régions situées à l'intérieur du pays et zones côtières. La première question à régler est donc d'élaborer des propositions permettant d'affirmer les droits de l'agriculture et, partant, de veiller à ce que les agriculteurs puissent exercer leur activité de production et d'élevage selon les méthodes propres à l'entreprise moderne, sans être assimilés à des ennemis de l'environnement et à des destructeurs du territoire.

V – Le rôle d'orientation et de coordination du Comité méditerranéen de la FIPA

Le Comité méditerranéen de la FIPA doit mieux utiliser tous les instruments qui sont à sa disposition, ainsi que sa présence, bien qu'à titre consultatif, au sein de l'ONU pour valoriser l'agriculture. Cela constitue, de fait, le moyen le plus efficace pour protéger le territoire et sauvegarder l'environnement.

De plus, il faut rappeler que la préservation de l'environnement et du territoire peut être réalisée en aidant les agriculteurs à utiliser de façon équilibrée les moyens scientifiques et techniques modernes qui ont pour but de garantir une diminution de la fatigue, une production suffisante par rapport aux besoins de l'alimentation humaine des revenus adéquats aux agriculteurs ainsi que tous les autres éléments indispensables à la vie moderne, au premier rang desquels figurent les besoins énergétiques.

En d'autres mots, le Comité méditerranéen de la FIPA doit exercer plus concrètement son rôle d'orientation et de coordination, afin de promouvoir la construction d'une nouvelle réalité dans les campagnes, fondée sur l'unité du monde agricole. Cependant, une telle unité ne peut se construire qu'en respectant les différences. En effet, l'unité du monde agricole peut favoriser la collaboration et l'amitié entre les peuples, et c'est l'amitié qui permet de transformer le monde, dans un climat de liberté et de paix.

Permettez moi de rappeler que la semaine dernière, à Chypre, a été organisé le 3^e Forum méditerranéen de l'agriculture par la Commission de l'agriculture et du développement rural de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en coopération avec le Comité méditerranéen de la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA) et le Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM).

Le thème principal de ce 3^e Forum a été « *l'utilisation de l'eau dans l'agriculture* ». Les participants ont discuté les problèmes et les défis posés par la pénurie d'eau dans le Bassin méditerranéen et ses conséquences très importantes pour l'agriculture, particulièrement dans les pays où ce secteur représente encore une part importante de la production, de la richesse nationale et de l'emploi.

Le Forum a examiné la situation dans plusieurs pays méditerranéens tant en ce qui concerne les ressources en eau, que leur utilisation dans l'agriculture et les systèmes d'irrigation ainsi que les législations nationales en la matière. L'accent a été mis sur le besoin urgent d'une gestion rationnelle et durable des ressources en eau garantissant le renouvellement et l'approvisionnement, sans mettre en danger les secteurs économiques qui en dépendent.

Une ressource naturelle indispensable telle que l'eau, dont l'exploitation est à son maximum dans les pays méditerranéens, doit absolument être préservée au vu des besoins croissants prévisibles dans un proche avenir. La croissance démographique autour du Bassin méditerranéen, l'alimentation des populations et le développement de l'agriculture requièrent des mesures urgentes pour réduire le gaspillage de l'eau, favoriser une consommation d'eau plus rationnelle, et l'introduction de nouvelles techniques agricoles moins dépendantes de l'eau. Le Forum a souhaité l'institution dans chaque pays d'une autorité unique des eaux qui, en collaboration avec le Conseil Mondial de l'Eau, puisse contribuer à atteindre, plus facilement, tous les objectifs évoqués dans le débat.

En conclusion, je désire affirmer que ce séminaire sur « La formation supérieure des cadres de l'agriculture et de l'alimentation dans les pays du Bassin méditerranéen », organisé par le CIHEAM, répond bien à notre nécessité. En effet, l'objectif est d'aider les décideurs politiques, les employeurs et les enseignants à réfléchir ensemble sur les stratégies futures à mettre en place pour que la région du Bassin méditerranéen dispose de systèmes de formation professionnelle performants et adaptés aux besoins réels du secteur agricole. Il faut, notamment, intégrer les nouvelles technologies de la communication dans la transmission des savoirs, et favoriser la coopération entre les universitaires et le monde professionnel.

Nous, organisations professionnelles, attachons beaucoup d'importance à la réussite de ce séminaire qui devrait conduire le CIHEAM à innover davantage dans son approche de la formation des cadres du Bassin méditerranéen et nous souhaiterions beaucoup pouvoir compter sur votre large expérience et vos connaissances des besoins en terme d'emploi du secteur agricole dans toute la région et favoriser le progrès de l'agriculture qui représente le bien être pour tout le monde.

